

*Questions orales***L'ÉCONOMIE****Des voix:** Bravo!

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, il y a deux ans, les Canadiens ont réélu le gouvernement conservateur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Langdon:** Dans son premier discours du trône complet, ce gouvernement nous a promis qu'il maintiendrait la prospérité nationale. Aujourd'hui, soit deux ans plus tard, les faillites ont grimpé de 61 p. 100 et le rendement de la fabrication est à la baisse. L'ambassadeur du Mexique parle même des emplois qui quittent le Canada au profit de son pays.

Le vice-premier ministre reconnaîtra-t-il qu'au lieu d'assurer la prospérité des Canadiens, le gouvernement a provoqué une récession et a affaibli l'économie dans tout le pays par sa détermination à maintenir les taux d'intérêt et la valeur du dollar élevés, à négocier le libre-échange et à imposer la TPS.

**L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)):** Monsieur le Président, sauf erreur le ministre des Finances a rappelé maintes fois à la Chambre, entre autres dans ses budgets de 1989 et de 1990, que nous connaîtrions un ralentissement de l'économie. C'est ce que nous constatons actuellement.

Le député mentionne le nombre des faillites en citant un pourcentage. Par contre, il n'établit aucun lien entre ce pourcentage et le nombre d'entreprises qui existent au Canada, soit 1,7 million. Il ne l'associe pas non plus aux 350 000 entreprises qui ont été créées en 1989. Il passe cela sous silence.

Quand le député parle de faillites, il ne distingue pas les faillites personnelles, qui représentent environ 80 p. 100 de l'ensemble des faillites. C'est précisément le pourcentage que le ministre des Finances avait avancé. La demande de crédit était beaucoup trop élevée. Les gens se sont trop endettés, ce qui a fait grimper l'inflation. C'est exactement ce que le ministre avait prévu. Voilà la vraie cause de ces faillites.

• (1430)

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, je ne m'explique pas que le ministre puisse chercher à blâmer les gens qui ont fait faillite, qui sont les victimes, au lieu de blâmer ceux qui siègent près de lui.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, 43 000 faillites, c'est un record dans notre pays, qu'on prenne ce chiffre dans l'absolu ou comme pourcentage des sociétés existantes. Pourtant, le ministre cherche à l'excuser.

Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien pour corriger la situation? Pourquoi ne fait-il rien pour juguler la récession? Il doit bien se rendre compte que beaucoup de gens se trouvent dans une situation précaire et désespérée.

**L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)):** Monsieur le Président, ni le gouvernement ni moi ne trouvons une consolation dans le fait que des gens fassent faillite. Les causes de faillite sont multiples. La plus courante est sans contredit le recours excessif au crédit.

Le député ne devrait pas perdre de vue qu'il y a eu deux fois moins de faillites qu'en 1982. Il oublie aussi de signaler que des milliers et des milliers d'entreprises ont été créées depuis 1982. Il compare des pommes et des oranges. C'est insensé.

Que fait le gouvernement pour venir en aide à ces entreprises? Il structure un régime fiscal équitable. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McDerimid:** . . . qui mettra les entreprises canadiennes en meilleure posture face à leurs concurrents étrangers. Voilà ce que fait le gouvernement!

Vous devriez dire à vos amis du Sénat, si vous en avez, d'adopter la TPS au plus vite.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, les statistiques révèlent qu'il y a en fait 26 p. 100 plus de faillites qu'en 1984. Beaucoup plus d'entreprises ont fait faillite qu'il n'en a été créé durant la même période, d'après les chiffres dont nous disposons.

*[Français]*

Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Hier, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario a annoncé la création d'un fonds destiné à protéger les salaires des travailleurs et travailleuses employés dans les compagnies qui font faillite. Est-ce que ce gouvernement a l'intention de présenter un projet semblable à l'échelle nationale?